

Après avoir été sous le feu des projecteurs après la crise économique et financière ayant démarré en 2008, nous entendons beaucoup moins parler de la Grèce... les « conseils » des autorités européennes auraient-ils porté leurs fruits et réussi à enrayer la catastrophe sociale grecque ? En fait, dans ce pays, l'impact de la crise est particulièrement grave et visible, comme en témoignent les nombreuses personnes qui ont décidé de protester contre le chômage et ses conséquences. Nous nous sommes penchés sur le cas grec afin de réfléchir aux nouvelles menaces qui pèsent sur la dignité humaine et aux assauts qu'elle subit ; de prendre connaissance de bonnes pratiques de défense de la dignité humaine et d'en tirer des leçons sur les politiques européennes.

Au début du mois d'octobre 2014, 22 Commissions du réseau européen de Justice et Paix se sont réunies en Grèce, pour leur Assemblée générale annuelle. Le choix du lieu de rendez-vous n'était pas anodin. Dans son article « La Grèce, laboratoire social pour l'Europe néolibérale », Thierry Dock nous donne quelques chiffres révélateurs d'une situation sociale plus que fragile: plus de 30% de la population est aujourd'hui confrontée à la pauvreté ou à l'exclusion sociale ! On constate une hausse des suicides de 44% entre 2007 et 2011 ! Le taux de chômage, quant à lui, a explosé (plus de 25% en 2013) avec pour principales victimes les jeunes qui quittent de plus en plus le pays ^[1]Revue Démocratie n°10, octobre 2014. : selon nos sources locales, ce sont près de 300.000 jeunes diplômés qui ont quitté la Grèce pour d'autres pays, majoritairement européens. Derrière ces dures réalités économiques et sociales, nous avons pu constater une perte de confiance dans les instances politiques, grecques et européennes. Ceux et celles qui souffrent des conséquences de la crise économique ressentent une immense frustration face aux manquements systémiques des dirigeants qui ont privilégié les considérations financières au détriment des droits humains fondamentaux. Comme nous le rappelle Thierry Dock ^[2] Idem, la Grèce est dirigée par un gouvernement conservateur qui a appliqué au pied de la lettre les recommandations des technocrates européens. Face aux autorités actuelles, le parti Syriza (coalition de la gauche radicale) se présente comme l'alternative politique. Il est vrai que le succès obtenu lors des dernières élections (de 4,6%, ils sont passés à 27% lors des élections européennes de mai 2014 ; les derniers sondages les placent à 34%) met la pression sur les autorités. De son point de vue, la solution doit venir du secteur public qui a pour mission de relancer l'économie et ceci doit passer par l'établissement d'un système de taxation du capital, de contrôle des finances publiques et d'une discipline budgétaire. L'immigration et l'asile, une priorité pour l'avenir Nous avons également été interpellés par le développement de l'extrême droite grecque. Golden Dawn (Aube dorée), le parti néo-nazi, peut en effet se vanter de toucher de plus en plus de grecs. Certains observateurs en parlent comme de la 3ème force politique grecque actuelle ! La cause de leur succès serait la volonté populaire de punir le système actuel. Leur approche nationaliste et populiste aurait également

convaincu ceux qui ont développé une animosité à l'égard des nombreux étrangers qui arrivent en Grèce. Comme d'autres pays situés aux frontières de l'Europe, la Grèce doit faire face à l'arrivée massive, légale et illégale, d'immigrants. Cependant, la violence prônée par Golden Dawn ne représente pas une alternative viable pour le pays. En Grèce, comme dans d'autres pays de l'UE, les migrants et les demandeurs d'asile sont traités dans des conditions indignes. À Athènes, nous avons visité le centre de détention Amygdaleza et avons été choqués par les conditions d'emprisonnement et de manque d'accès aux droits fondamentaux de ces personnes, dont certaines ont été victimes de violences et de traumatismes. La solidarité et une responsabilité partagée doivent devenir les valeurs fondatrices de la politique d'immigration européenne. Il importe dès lors d'apporter un soutien accru aux pays qui, en raison de leur situation géographique, voient affluer un plus grand nombre de migrants. Un dialogue et un véritable engagement avec les pays d'origine sont cruciaux. Des initiatives citoyennes et solidaires existent ! Dans un [discours](#) prononcé à l'Organisation des Nations Unies en mai 2014, le Pape François a lancé un appel pour que soit mis fin à « l'économie de l'exclusion » par des actions qui pèseront « sur les causes structurelles de la pauvreté et de la faim, (obtiendront) des résultats supplémentaires en faveur de la préservation de l'environnement, (garantiront) un travail décent à tous et (offriront) une protection adaptée à la famille ». Dans le même ordre d'idées, l'expérience des ONG que nous avons visitées montre combien il est nécessaire de répondre aux besoins fondamentaux de tous les membres de la société. On ne peut accéder à l'emploi et se réinsérer durablement dans la société quand on est sans-abri, lorsqu'on n'a pas d'emploi, ou qu'on a besoin de soins de santé. Heureusement, des initiatives citoyennes et solidaires existent. Au cours de notre visite, nous avons pu rencontrer des associations qui œuvrent pour soutenir les exclus de la société. Ainsi, un centre d'accueil pour jeunes réfugiés

^[3]Society for the care of minors : www.sma-athens.org/en/ qui accompagne jusqu'à l'âge adulte des garçons arrivés seuls en Grèce, souvent dans des conditions de voyage dramatiques. Cette organisation, comme d'autres, a adopté une approche axée sur la personne : encadrement dans une ambiance familiale, avec des valeurs d'entraide et de respect entre les jeunes issus de contextes et de pays différents. La Grèce est riche d'exemples d'associations qui, malgré leurs ressources limitées, ont un impact immense sur la vie et le bien-être des populations. Leurs initiatives nous encouragent à commencer par ce qui est en notre pouvoir, car la taille d'une initiative ne préjuge pas de son impact. Tout doit être fait pour pérenniser ces initiatives. Malheureusement, la crise est également passée par là et les moyens se font rares : lorsque l'appui vient du fonds de l'Union européenne, que cette dernière conditionne l'aide à un co-financement de 20% et que l'État grec n'est pas en mesure d'honorer ses dettes, les projets de solidarité sont menacés de fermeture brutale. Dans le cas de la Grèce, il conviendrait d'exonérer le gouvernement grec de l'obligation de cofinancement qu'impose le Fonds européen pour les réfugiés. En effet,

celle-ci fait peser sur de nombreuses initiatives de soutien à l'intégration des migrants le risque de perdre tout financement dans un avenir proche. Le politique, du local au global L'expérience grecque illustre l'impérieuse nécessité d'instaurer des politiques fiscales et d'investissements plus justes, de garantir une répartition de la charge fiscale respectueuse des principes de justice sociale, de combattre réellement l'évasion fiscale et de réglementer la finance de telle sorte que les institutions financières servent le bien commun. En effet, si les ONG contribuent fortement à alléger des besoins sociaux de plus en plus pressants, il importe également de s'attaquer aux facteurs structurels et systémiques qui emprisonnent les populations dans des cycles de pauvreté et de privations. L'enjeu pour les dirigeants politiques, tant au niveau national qu'européen, sera de restaurer la confiance, en plaçant clairement les besoins des personnes au-dessus des exigences du marché et, ce faisant, en incitant les peuples européens à créer une Europe de la démocratie et de la solidarité. Consultez la [déclaration finale de Justice et Paix Europe](#) Axelle Fischer et Arnaud Gorgemans

Documents joints

[Les leçons apprises de la Grèce](#)

Notes

Notes

↑ 1 Revue Démocratie n°10, octobre 2014.

↑ 2 Idem

↑ 3 Society for the care of minors : www.sma-athens.org/en/